



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Crise du bassin du lac Tchad

Stratégie d'intervention (2017–2019)

Atténuer l'impact de la crise et renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des
communautés touchées par le conflit



Mars 2017

Crédit photos couverture: ©FAO/Niger, ©FAO/Nigéria and ©FAO/Sonia Nguyen

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

© FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

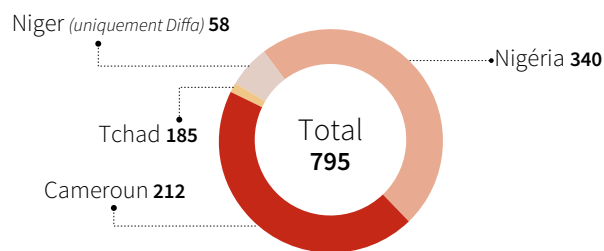
Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Contexte

Les violences liées au groupe armé Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria se sont étendues à certaines régions des pays voisins situés dans le bassin du lac Tchad – à savoir le Cameroun, le Tchad et le Niger – avec des répercussions dévastatrices sur la sécurité alimentaire et les moyens d’existence. Les violences ont déplacé des millions de personnes et ont entravé l’accès aux terres et aux actifs agricoles, provoquant des besoins humanitaires immenses dans une région déjà confrontée à l’insécurité alimentaire, à la pauvreté et à la dégradation environnementale.

En 2016, le renforcement des opérations de la Force d’intervention conjointe multinationale a permis la reprise des principales villes et de nombreux villages qui étaient auparavant sous le contrôle de Boko Haram. L’amélioration de l’accès à ces zones, en particulier dans l’État de Borno dans le Nord-Est du Nigéria, a révélé une crise humanitaire étendue et en expansion. Malgré la réduction constante des zones sous le contrôle de Boko Haram, les violences ont continué, se recentrant sur des attentats-suicides et des attaques ciblées visant les civils et les forces de sécurité, entraînant des pertes en vies humaines, la destruction des infrastructures, la perturbation des échanges et des communications, et déstabilisant potentiellement les relations intercommunautaires.

NOMBRE D’INCIDENTS PAR PAYS LIÉS À BOKO HARAM EN 2016



Le bassin du lac Tchad est confronté à une urgence humanitaire complexe dans le Nord-Est du Nigéria, l’extrême Nord du Cameroun, l’Ouest du Tchad et le Sud-Est du Niger. Dans les zones les plus touchées de ces quatre pays, les conflits et les déplacements s’ajoutent à d’autres facteurs structurels qui affaiblissent les moyens d’existence de la population, aggravent l’insécurité alimentaire et la pauvreté et diminuent l’accès aux services sociaux et aux services de base (eau, assainissement, santé et éducation).

En chiffres

La crise du bassin du lac Tchad est actuellement l’une des plus grandes crises humanitaires dans le monde:



11 millions

de personnes ont besoin d’aide



6,9 millions

de personnes en situation d’insécurité alimentaire



515 000

enfants souffrent de malnutrition aigüe sévère



Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les emplacements de déplacés internes sont **quatre fois** supérieurs au seuil d’urgence



2,5 millions

de personnes déplacées (PDI) (deuxième plus grande crise de déplacement de population au monde)



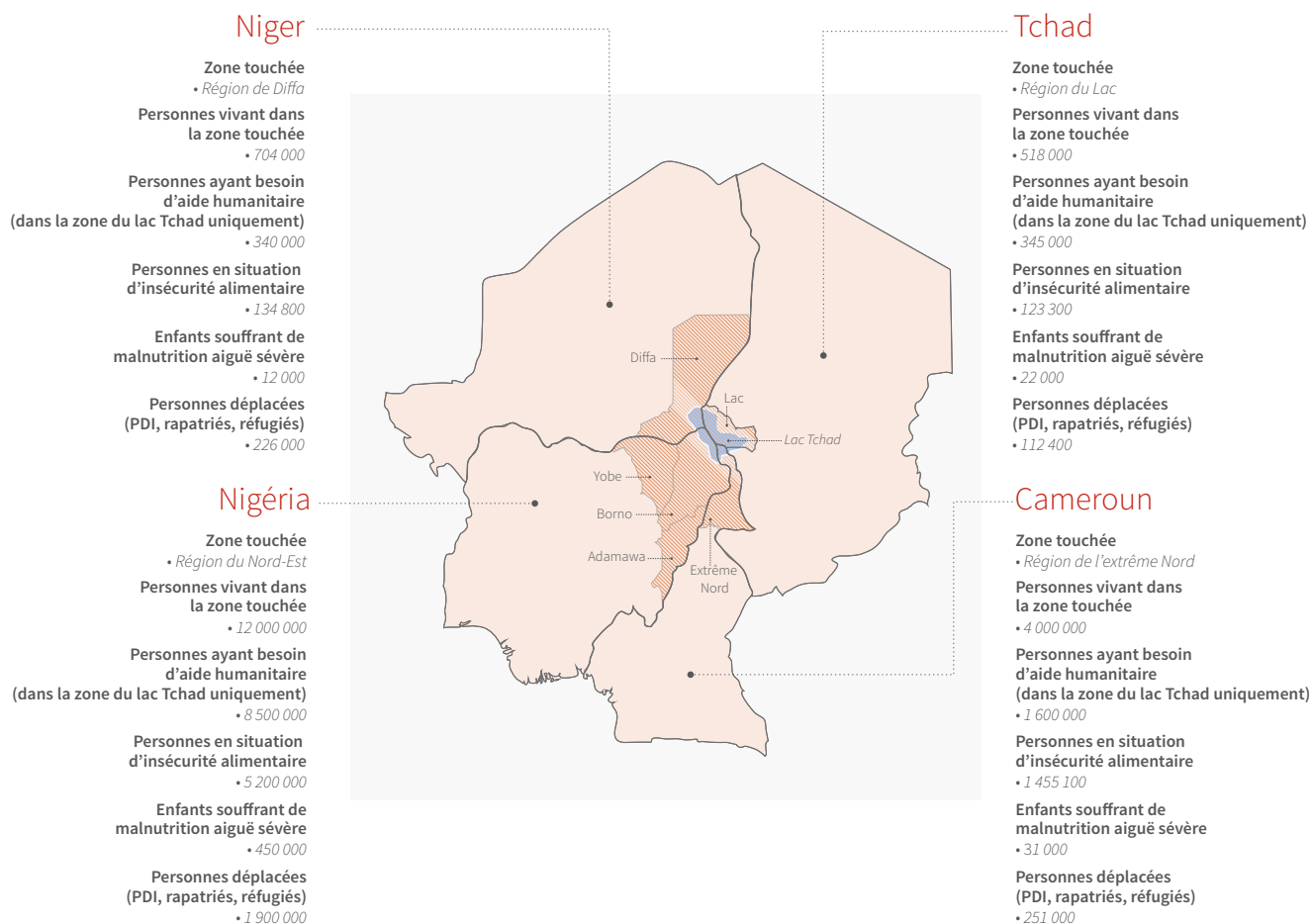
75,7 % des PDI demeurent dans des communautés hôtes, augmentant leur vulnérabilité



1 million

de rapatriés

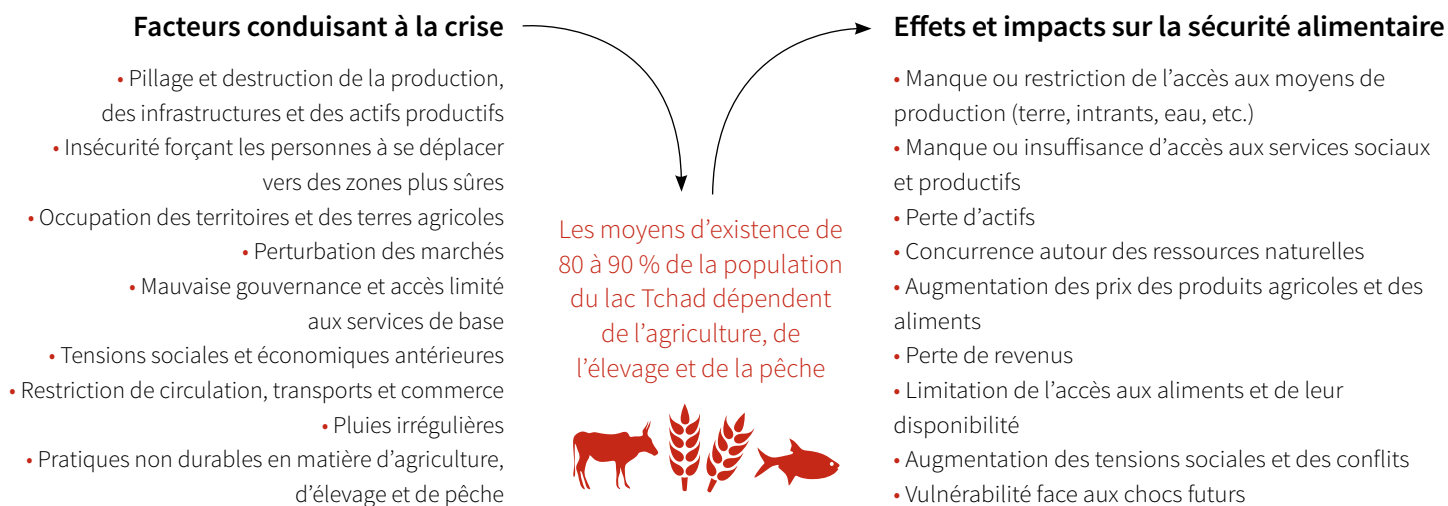
Carte des zones touchées et des besoins



Sources: adapté du Plan de réponse humanitaire du bassin du lac Tchad, janvier 2017; Évaluation de la sécurité alimentaire dans des conditions d'urgence (EFSA), septembre 2016; Cadre Harmonisé, mars 2017; et Organisation internationale pour les migrations, mars 2017

Impact de la crise sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

Selon les dernières évaluations de la sécurité alimentaire (Cadre Harmonisé, mars 2017, et EFSA, septembre 2016), la crise a contribué à accroître l'insécurité alimentaire, avec plus de 6,9 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions touchées des quatre pays du bassin du lac Tchad.





Agriculture

L'agriculture est le principal moyen d'existence de 80 à 90 pour cent des ménages ruraux dans le bassin du lac Tchad. Les insurgés ont à maintes reprises ciblé ces communautés, dans le but d'acquérir des ressources et de forcer ces populations vulnérables à quitter leur foyer. Le sentiment d'insécurité et la menace d'enlèvement ont empêché les agriculteurs de se livrer pleinement aux activités agricoles. Au cours des dernières années, l'implication de Boko Haram dans des actes de pillage de récoltes et de bétail et de perturbation du commerce de poisson dans la région a été largement rapportée. Dans les trois États du Nord-Est du Nigéria - Adamawa, Borno et Yobe - l'insécurité et la restriction de circulation dues à la présence du groupe armé ont fortement restreint les activités agricoles. Cette situation a exacerbé les défis auxquels les producteurs étaient déjà confrontés (tels que des pluies irrégulières et le manque de services sociaux de base). La destruction des infrastructures et la perturbation des services limités existants ont également contribué à la diminution de la production agricole dans les zones touchées. Les déplacements de population causés par le conflit ont accru la pression sur les communautés hôtes et sur des ressources naturelles déjà limitées (p. ex. l'eau et la terre), réduisant la disponibilité en nourriture et en eau tout en augmentant le risque de tensions sociales. En outre, des terres arables ont été utilisées pour abriter des déplacés internes fragmentant encore davantage les terres agricoles. La présence présumée de dispositifs explosifs improvisés (IED) sur les terres agricoles limite également les activités agricoles.

Dans la plupart des marchés, les prix des aliments de base ont augmenté par rapport à la moyenne des cinq années précédentes: de 50 à 150 pour cent pour le maïs et de 76 à 204 pour cent pour le sorgho. De plus, l'évolution des prix du pétrole et l'impact de la dépréciation du Naira affectent sérieusement les marchés céréaliers. Les prix devraient encore augmenter au cours de la période de soudure (juin – août 2017). Étant donné l'intégration des économies des quatre pays, l'insécurité et les restrictions militaires sur les transports et le commerce ont limité les fonctionnalités du marché, affecté les prix des denrées alimentaires et réduit les capacités d'adaptation des ménages. En outre, l'utilisation d'engrais pour l'agriculture a été limitée dans la plupart des pays touchés par des conflits, car ils peuvent être utilisés pour la production de dispositifs explosifs improvisés.

Élevage

Dans les zones touchées par le conflit, le bétail a été délibérément tué par les insurgés ou abandonné par les éleveurs fuyant les violences. Le démarrage précoce de la période de soudure pastorale – avec les points d'eau et les pâturages qui s'assèchent – a encore détérioré l'état de santé du bétail. La situation est aggravée par la fermeture des frontières et l'inaccessibilité de certaines zones en raison de contraintes de sécurité. Les flux de transhumance sont entravés, y compris les passages des frontières qui sont utilisés comme stratégie d'adaptation habituelle face aux pénuries de fourrage.

La concentration d'animaux qui en résulte détruit les ressources déjà limitées en eau et en pâturage, ce qui pourrait menacer la santé du bétail et accentuer les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs, déstabilisant davantage la région. Les fermetures actuelles des frontières et la perturbation des flux de transhumance (par exemple à Diffa, 30 pour cent des animaux ont été touchés) et des marchés au bétail ont des répercussions sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les quatre pays du bassin du lac Tchad, fortement intégrés et interdépendants.

Pêche

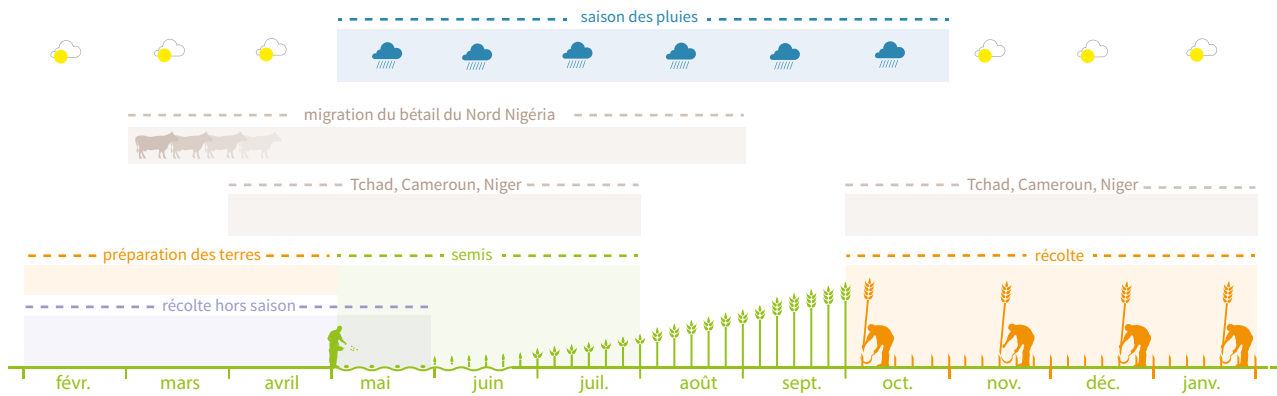
Les forces armées nigérianes ont interdit les activités de pêche sur le lac afin de réduire le risque que les insurgés se servent de celles-ci pour générer des revenus (par le vol des produits de la pêche). La présence des insurgés ainsi que l'embargo ont perturbé les activités de pêche dans toute la région, privant les communautés de leur principal moyen d'existence et forçant des milliers de familles à fuir vers des lieux plus sûrs, abandonnant leurs bateaux et leur matériel de pêche.

Approche stratégique de la FAO

L'approche de la FAO consiste à utiliser la réponse aux besoins immédiats comme point de départ pour la mise en œuvre d'activités à plus long terme qui contribuent au renforcement de la résilience de la population. Limiter les causes de la crise uniquement au conflit et à l'insécurité serait réducteur par rapport à l'ensemble des problèmes socio-environnementaux et écologiques complexes et inter-reliés qui affectent les moyens d'existence ruraux et urbains dans le bassin du lac Tchad. La croissance démographique, la rude concurrence autour des ressources naturelles et économiques, le manque d'opportunités de revenus, la marginalisation des groupes vulnérables (rapatriés, jeunes et femmes), les stratégies d'adaptation négatives et les divisions sociales fondées sur les moyens d'existence, les appartenances ethniques ou religieuses, ainsi que les questions de gouvernance, ont été identifiés comme les principaux facteurs sous-jacents de la crise. Assurer un accès durable et équitable aux ressources et aux services ainsi qu'une croissance durable des moyens d'existence sont donc des priorités essentielles. Renforcer la résilience en reliant les interventions d'urgence à un relèvement durable facilitera les efforts immédiats pour lutter contre l'insécurité alimentaire et réduire les stratégies d'adaptation négatives tout en atténuant l'impact des causes profondes du conflit et de l'instabilité dans la région.

Un soutien d'urgence aux moyens d'existence pendant la période de soudure est essentiel pour éviter de perdre la quatrième récolte consécutive. Les interventions d'assistance alimentaire et de soutien aux moyens d'existence devraient être menées en parallèle. Les rapatriés qui retournent dans les zones anciennement contrôlées par Boko Haram doivent bénéficier d'un soutien approprié pour redémarrer les activités agricoles tout en ayant un accès adéquat aux services et à la protection. L'intervention la plus critique est l'approvisionnement en semences et intrants agricoles avant la période des semis (mai – juillet). Il s'agit d'une priorité pour assurer les récoltes des cultures vivrières, qui auront le plus d'impact sur la sécurité alimentaire dans la région. Néanmoins, d'autres activités visant à assurer une production alimentaire rapide dans d'autres secteurs, comme la pêche et l'élevage pendant la période de soudure, sont tout aussi importantes.

Calendrier agricole pour la région du lac Tchad



Outre les distributions d'intrants, la FAO encourage les approches suivantes qui ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer la résilience dans des contextes similaires :

- **Approche sensible au genre :** les interventions se concentrent principalement sur les femmes, les jeunes, et d'autres groupes vulnérables et marginalisés, à travers la mise en œuvre d'activités agricoles appropriées.
- **Cash+ :** des transferts monétaires sont combinés à des transferts d'actifs productifs et des formations techniques permettant aux populations touchées de protéger leurs actifs et de renforcer leur résilience.
- **Caisse de résilience :** un fonds géré par la communauté est mis en place et est accompagné d'une formation technique afin de renforcer le capital social, permettre des activités sociales et génératrices de revenus et réduire la vulnérabilité face aux chocs futurs.
- **Approche par chaîne de valeur :** les chaînes de valeur les plus intéressantes et prometteuses sont analysées et soutenues afin de générer de l'emploi et des revenus pour les populations touchées.
- **Accès sûr aux combustibles et à l'énergie (SAFE) :** la demande et l'offre d'énergie sont analysées dans les zones sensibles les plus critiques et des pratiques saines en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles sont encouragées.
- **Gestion durable des ressources naturelles :** la participation locale à une planification territoriale durable est assurée, ainsi que la promotion de pratiques agricoles durables.
- **Approche écosystémique de la pêche :** les pertes des pêches de capture sont réduites, tandis que la valeur ajoutée ainsi que la commercialisation et la gestion des pêches sont améliorées.



Prévention des conflits, maintien de la paix et cohésion sociale

Le conflit civil est l'un des facteurs déterminants principaux de la crise dans la région. Le conflit est la principale raison de ces déplacements à grande échelle, il perturbe gravement le développement, affecte considérablement la sécurité alimentaire et la nutrition, et est extrêmement coûteux pour les individus et les pays.

Cependant, peu d'attention est accordée à la prévention et à l'atténuation des conflits, et à la manière dont les interventions qui soutiennent l'agriculture renforcent la résilience des moyens d'existence, améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et réduisent la pauvreté peuvent contribuer au maintien de la paix. La FAO a donc l'intention de construire une base de données probantes pour démontrer comment l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réhabilitation de l'agriculture, et le renforcement de la résilience peuvent contribuer à la prévention des conflits, en soutenant la paix et la stabilité.

Dans les contextes de crise, la gouvernance des terres et des autres ressources naturelles est reconnue comme l'une des causes profondes des conflits. L'intensification de la concurrence pour l'accès aux terres et des dynamiques asymétriques de pouvoir dans les processus décisionnels peuvent mener à la perception d'injustices et à des conflits potentiels, si ces problématiques ne sont pas abordées au travers de mécanismes inclusifs et transparents. La FAO encouragera une approche centrée sur les personnes pour renforcer la stabilité. Une attention particulière sera accordée à la compréhension et au suivi des systèmes fonciers (droits de propriété formels et informels, institutions et pratiques coutumières existantes, et relations entre les droits traditionnels et formels et les autorités) afin de reconstruire le contrat socio-écologique rompu impliquant l'espace, les populations et les institutions qui interagissent sur la terre et l'eau tout en rétablissant un processus de confiance et de dialogue entre les parties prenantes.

Implications en matière de sécurité pour la programmation de la FAO

La situation en matière de sécurité demeurant imprévisible, la stratégie de la FAO prévoit un cadre opérationnel souple et une planification à scénario multiple, afin de faciliter l'identification de diverses options pour les années à venir. La stratégie actuelle repose sur le scénario le plus probable, à savoir: la stabilisation de la sécurité avec certaines zones demeurant non sécurisées; des mouvements d'aller et retour dans les villages sans réinstallation réelle des populations déplacées; le redéploiement progressif des institutions gouvernementales civiles dans certaines zones; l'augmentation du niveau des échanges entre le bassin et l'arrière-pays, facilitant la baisse des prix et un meilleur accès à la nourriture pour la population.



Cadre stratégique

Bénéficiaires • 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire (principalement réfugiés, PDI, rapatriés et communautés hôtes) avec une attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes

Durée
• 2017–2019

Budget
• 232 millions d'USD

Objectif

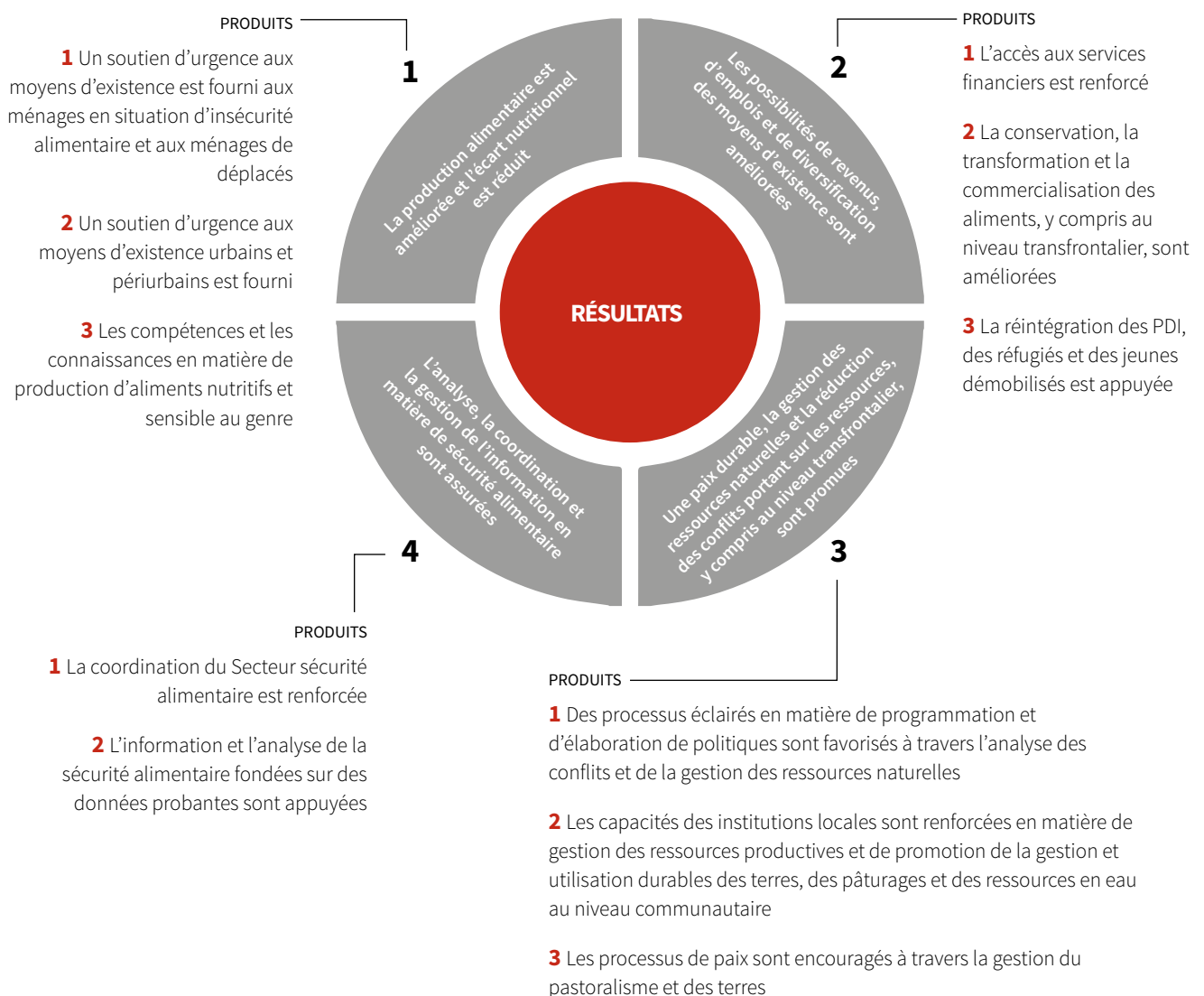
Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de la résilience des communautés hôtes vulnérables et des populations déplacées (PDI, réfugiés et rapatriés) dans les zones touchées par la crise au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria.

Partenaires clés

Les Ministères de l'agriculture, de l'élevage et des pêches et leurs services décentralisés, les agences des Nations Unies, les partenaires du Secteur sécurité alimentaire, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et la Commission du bassin du lac Tchad.

Résultats

Le cadre stratégique de la FAO sera mis en œuvre à travers quatre résultats et leurs produits respectifs, suivant un développement progressif du Résultat 1 au Résultat 4.



Réponse de la FAO (2017-2019)

Niger

bureau local de **Diffa**

\$ La FAO requiert 11 millions d'USD

👤 Bénéficiaires ciblés 155 000 personnes

ZONES CIBLÉES

Région de Diffa: départements de Bosso, Diffa, Goudoumaria, Mainé Soroa et N'guiguimi

ACTIVITÉS

- Soutenir les chaînes de valeur agricoles par le biais de pratiques innovantes
- Améliorer et réhabiliter les infrastructures le long des couloirs de transhumance (parcs de vaccination et points d'eau)
- Accroître et diversifier les revenus à travers l'exploitation durable des ressources forestières
- Appuyer le dialogue communautaire
- Appuyer l'organisation transfrontalière des agriculteurs, en se concentrant sur le dialogue concernant le commerce et la gestion durable des ressources naturelles

Tchad

bureaux locaux de **Bol et Mao**

\$ La FAO requiert 12,5 millions d'USD

👤 Bénéficiaires ciblés 120 000 personnes

ZONES CIBLÉES

Région du Lac: départements de Mamdi et Wayi; région du Bar El Gazal: départements Sud et Ouest; région du Kanem: départements Sud et Wadi Bissam; région du Hadjer-Lamis: département de Dagona

ACTIVITÉS

- Répondre aux besoins en moyens d'existence de base et garantir l'accès aux services de base (production agricole, appui aux autorités locales et aux services financiers)
- Assurer le renforcement des capacités pour le développement des chaînes de valeur agricoles afin de procurer des opportunités de revenu et d'emploi pour les jeunes
- Développer et piloter des approches innovantes ciblant les femmes et les ménages comprenant des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition afin de réduire la malnutrition

Nigéria

bureau local de **Maiduguri**

\$ La FAO requiert 191 millions d'USD

👤 Bénéficiaires ciblés 2,5 millions de personnes

ZONES CIBLÉES

États de l'Adamawa, du Borno et de Yobe

ACTIVITÉS

- Soutenir la production de cultures vivrières (distribuer des semences de céréales et légumineuses riches en éléments nutritifs et à cycle court)
- Appuyer la multiplication des semences
- Mettre en place des installations de stockage post-récolte
- Soutenir la production de légumes et de fruits
- Réhabiliter les infrastructures agricoles et de transformation des aliments
- Fournir un soutien d'urgence pour l'élevage (réapprovisionnement, vaccination, alimentation animale)
- Réhabiliter les infrastructures (réservoirs d'eau, stockage post-récolte, infrastructures d'élevage, installations de marché, etc.)
- Promouvoir des moyens d'existence alternatifs (aquaculture, transformation des aliments, etc.)
- S'engager dans le boisement / reboisement et le SAFE
- Soutenir la coordination et l'analyse de la sécurité alimentaire

Cameroun

bureau local de **Maroua**

\$ La FAO requiert 13,8 millions d'USD

👤 Bénéficiaires ciblés 200 000 personnes

ZONES CIBLÉES

Région de l'Adamaoua: départements de Mbéré, Djérem, Faro-et-Déo et Mayo-Banyo; région de l'Extrême Nord: départements de Diamaré, Logone-et-Chari et Mayo-Tsanaga; région du Nord: départements de Benoué, Mayo-Rey et Mayo-Louti

ACTIVITÉS

- Soutenir la production des cultures vivrières (maïs, riz, sorgho, niébé et cultures hors-saison de légumes)
- Mise en place de petites unités de production animale
- Mise en place d'installations de stockage post-récolte
- Mise en place d'unités de transformation des céréales
- Améliorer et réhabiliter les infrastructures le long des couloirs de transhumance (parcs de vaccination et points d'eau)
- Coordonner les actions en matière de sécurité alimentaire

Composante régionale

bureaux régionaux de **Accra et Dakar**

\$ La FAO requiert 3,7 millions d'USD

ACTIVITÉS

- Fournir un appui technique et opérationnel aux interventions au niveau des pays, en optimisant et harmonisant les initiatives régionales et mondiales
- Renforcer la coordination, y compris au niveau transfrontalier

- Faciliter le suivi, l'évaluation et les études d'impact conjoints de la stratégie
- Assurer la recherche et le partage des connaissances
- Diffuser les leçons apprises et les bonnes pratiques nationales
- Fournir un support technique sur les questions de sécurité

www.fao.org/emergencies | www.fao.org/resilience

CONTACTS

Coumba Sow | Coordinatrice bureau sous régional pour la résilience, Afrique de l'Ouest et Sahel (REOWA) | Dakar, Sénégal | Coumba.Sow@fao.org

Dominique Burgeon | Directeur, Division des urgences et de la réhabilitation et Chef de programme stratégique - résilience | Rome, Italie | Dominique.Burgeon@fao.org